

## COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL

### Commune de Mussy-sur-Seine

#### SEANCE DU 17 AOUT 2020

Date de la convocation : 11 août 2020

Date d'affichage : 19 août 2020

L'an deux mille vingt, le dix-sept août à dix-huit heures trente, le conseil municipal, dûment convoqué, s'est réuni sous la présidence de Henri PETIT DE BANTEL, maire.

**Présents** : CHASSAIN Martine, CORNAGGIA Mattéo, DESMIER Jean-Louis, FASENTIEUX Sylvie, HAUDIQUET Alexandre, JACQUEL Pascale, LOISEAU Marie-Luce, PETIT de BANTEL Henri, ROYER Georges, WOTAWA Pierre

**Représentés** : PETOT Laurence par ROYER Georges

**Absents** : DULIERE Charlotte, GORCE Sophie, MANCHON Marc, PASTORET Geoffroy

**Secrétaire** : Madame LOISEAU Marie-Luce

Le compte-rendu de la dernière séance est lu et approuvé à l'unanimité.

La séance est ouverte.

#### 42\_20 - Désignation d'un correspondant défense

Conseillers présents	Suffrages exprimés avec pouvoir	Pour	Contre	Abstention	Non participant
10	10+1	11	0	0	0

Le Maire donne lecture d'un courrier de la Préfecture de l'Aube qui explique les modalités de désignation et de mission du correspondant défense conformément à la circulaire du 26 octobre 2001 du Secrétaire d'Etat à la défense chargé des anciens combattants.

#### Après délibération, le Conseil Municipal

- **DESIGNE** Monsieur Pierre WOTAWA pour assurer les fonctions de Correspondant défense.

**Accord à l'unanimité.**

#### 43\_20 - Délégation de fonctions du Conseil Municipal au maire

Conseillers présents	Suffrages exprimés avec pouvoir	Pour	Contre	Abstention	Non participant
10	10+1	11	0	0	0

#### Complète la délibération n° 12-20 du 23 mai 2020

Le maire rappelle la délibération 12-20 du 23 mai 2020 portant délégation de fonctions du Conseil Municipal au Maire, et donne lecture d'un courrier du Contrôle de Légalité demandant de fixer des limites aux délégations.

#### **Après délibération, le Conseil Municipal**

- **Décide** de modifier le dernier point de la délibération 12-20 du 23 mai 2020 comme suit :

D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, dans la limite de 120 000 euros, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L 23-3 de ce même code dans les conditions que fixe le conseil municipal.

**Accord à l'unanimité.**

#### **44\_20 - Résiliation bail logement rue des Ursulines**

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
10	10+1	11	0	0	0

Monsieur et Madame BERCHET Thierry, actuellement locataires du logement communal sis 6A Rue des Ursulines, ont déposé un courrier demandant la résiliation de leur bail au 1<sup>er</sup> août 2020.

#### **Après délibération, le Conseil Municipal**

- **ACCEPTE** la résiliation de ce bail au 01 août 2020, suite à la demande de Monsieur et Madame BERCHET Thierry.

**Accord à l'unanimité.**

#### **45\_20 - Vente d'eau au COPE de la région de Gyé**

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
10	10+1	11	0	0	0

Le Maire donne lecture d'une demande de vente d'eau en gros pendant la période des vendanges, comme cela s'est déjà produit les années précédentes.

#### **Après délibération, le Conseil Municipal,**

- **ACCEPTE** la vente en gros d'eau pendant la période des vendanges, aux communes ou syndicats qui en font la demande,

- **PRECISE** que l'eau ne sera pompée que dans le captage communal, à raison, au maximum, de 150 m3/jour,
- **DEMANDE** que les pompages d'approvisionnement soient contrôlés par un agent et sous la responsabilité de l'atelier de Vitry le Croisé, et que les frais soient à la charge de l'acheteur,
- **MAINTIENT** le prix de vente de l'eau à 1.00 € le m3.

**Accord à l'unanimité.**

<b>46_20 - Personnel Communal : Périscolaire - Cantine - Accueil de Loisirs</b>
---

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
10	10+1	11	0	0	0

Le Conseil Municipal de la Commune de Mussy sur Seine,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment le 1° de l'article 3,

Considérant que la municipalité a décidé la prolongation des services de cantine, périscolaire et accueil de loisirs,

Considérant qu'il est nécessaire de recruter un agent contractuel à temps complet et deux agents contractuels à temps non complet, tous titulaires du BAFA, pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité à savoir :

Distribution des repas aux enfants inscrits à la cantine,

Mise en place et tenue des activités liées à l'Accueil de Loisirs,

Nettoyage et rangement de la vaisselle

Entretien des locaux...

**Après délibération, le Conseil Municipal**

- **DECIDE** Le recrutement d'un agent contractuel à temps complet et de deux agents contractuels à temps non complet ayant le grade d'Adjoint d'Animation, titulaire du BAFA et relevant de la catégorie C, pour faire face à un besoin lié au bon fonctionnement de l'accueil de loisirs, de la cantine et du périscolaire, du 1<sup>er</sup> septembre 2020 au 31 juillet 2021.

- **PRECISE** que les agents à temps non complet assureront des fonctions d'Adjoint d'Animation à temps non complet soit 20 heures hebdomadaires et seront rémunérés au 1<sup>er</sup> échelon de l'échelle C1, IB 350, IM 327.

- **PRECISE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget de la Commune.

**Accord à l'unanimité.**

**47\_20 - Personnel Communal : RIFSEEP**

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
10	10+1	11	0	0	0

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment l'article 20,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment les articles 87, 88 et 136,

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984,

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 modifié portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction Publique de l'Etat,

Vu l'ensemble des arrêtés ministériels pris pour l'application, aux différents de corps de la Fonction Publique d'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 précité,

Vu l'arrêté du 27 août 2015 pris pour l'application de l'article 5 du décret n° 2014-513 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat (primes et indemnités cumulables avec le RIFSEEP),

Vu l'avis du Comité Technique en date du 05 mars 2020, relatif à la mise en place des critères professionnels liés aux fonctions et à la prise en compte de l'expérience professionnelle en vue de l'application du RIFSEEP aux agents de la collectivité,

Vu l'avis favorable de la Commission des Agents Communaux en date du 17 août 2020,

Considérant qu'il y a lieu d'appliquer le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP),

***Le Maire propose à l'assemblée délibérante d'instaurer le RIFSEEP pour le personnel du Service à Domicile et d'en déterminer les critères d'attribution.***

Le RIFSEEP comprend 2 parts :

- L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle (IFSE)
- Le complément indemnitaire versé selon l'engagement professionnel et la manière de servir de l'agent (CIA)

• **1 - LES BENEFICIAIRES**

Le présent régime indemnitaire est applicable aux agents titulaires, stagiaires et contractuels de droit public exerçant les fonctions du cadre d'emplois concerné.

Les cadres d'emplois concernés par le RIFSEEP sont :

- Les conservateurs du patrimoine
- Les rédacteurs
- Les adjoints administratifs
- Les ATSEM
- Les adjoints d'animation

- Les adjoints techniques
- Les adjoints du patrimoine

## **2- L'I.F.S.E.**

L'IFSE est une indemnité liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle.

Les groupes de fonctions sont déterminés à partir de critères professionnels tenant compte :

- Des fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception, notamment au regard :
  - o Niveau d'encadrement dans la hiérarchie
  - o Responsabilité de coordination
  - o Responsabilité de projet ou d'opération
  - o Ampleur du champ d'action (en nombre de missions, en valeur)
- De la technicité, de l'expertise ou de la qualification nécessaire à l'exercice des fonctions :
  - o Connaissance (de niveau élémentaire à expertise)
  - o Complexité
  - o Niveau de qualification
  - o Difficulté (exécution simple ou interprétation)
  - o Autonomie
  - o Initiative
  - o Diversité des tâches, des dossiers ou des projets
  - o Simultanéité des tâches, des dossiers ou des projets
  - o Diversité des domaines de compétences
- Des sujétions particulières ou du degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel :
  - o Vigilance
  - o Tension mentale, nerveuse
  - o Confidentialité
  - o Relations internes
  - o Relations externes

Le Maire propose de fixer les groupes et de retenir les montants minimums et maximums annuels.

Goupes	Fonctions / Postes dans la collectivité	Montants annuels minimum de l'IFSE *	Montants annuels maximum de l'IFSE
<b>Conservateur du patrimoine</b>			
A1	Conservateur du patrimoine - musée	150 €	15 000 €
<b>Rédacteur</b>			
B1	Rédacteur – secrétaire de mairie – service urbanisme, personnel, divers	150 €	12 000 €

<b>Adjoint administratifs / adjoints techniques / ATSEM / adjoints d'animation / adjoints du patrimoine</b>			
C1	Adjoint administratif : accueil, agence postale, gestion de la cantine, aides ménagères, comptabilité, paie, budget et marchés publics	150 €	10 000 €
C2	ATSEM, adjoints d'animation, adjoints techniques, adjoint du patrimoine	150 €	10 000 €

L'IFSE pourra être modulée en fonction de l'expérience professionnelle. Il est proposé de retenir les critères de modulation suivants :

- L'élargissement des compétences
- L'approfondissement des savoirs
- La consolidation des connaissances pratiques assimilées sur un poste.

Ce montant fait l'objet d'un réexamen au regard de l'expérience professionnelle :

- en cas de changement de fonctions ou d'emploi ;
- en cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours ;
- au moins tous les 3 ans en fonction de l'expérience acquise par l'agent.

**Périodicité du versement de l'IFSE :**

L'IFSE est versée mensuellement.

**Modalités de versement de l'IFSE :**

Le montant de l'IFSE est proratisé en fonction du temps de travail.

**Les absences :**

La loi 2019-828 du 6 août 2019 prévoit que le régime indemnitaire est maintenu pendant les congés de maternité, d'adoption, de paternité et d'accueil de l'enfant.

Dans les autres cas les absences liées à une indisponibilité physique (congé maladie, CLM, CLD) la répartition sera la suivante :

- arrêt supérieur à 5 jours cumulés et jusqu'à 10 jours cumulés : la prime sera réduite de moitié le mois suivant celui de l'absence considérée,
- arrêt supérieur à 10 jours cumulés : la prime sera supprimée le mois suivant celui de l'absence considérée. »

**Exclusivité :**

L'IFSE est exclusive de toutes autres indemnités liées aux fonctions, à l'exception des primes et indemnités légalement cumulables.

**Attribution :**

L'attribution individuelle sera décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté.

### **3- LE C.I.A.**

Un complément indemnitaire pourra être versé en fonction de la valeur professionnelle et de l'investissement de l'agent appréciés lors de l'entretien professionnel.

Le complément indemnitaire sera déterminé en tenant compte des critères suivants :

- Les résultats professionnels obtenus par l'agent et la réalisation des objectifs
- Les compétences professionnelles et techniques
- Les qualités relationnelles

Vu la détermination des groupes relatifs au versement de l'IFSE les plafonds annuels du complément indemnitaire sont fixés comme suit :

<b>Goupes</b>	<b>Fonctions / Postes dans la collectivité</b>	<b>Montants annuels maximum du CIA</b>
A1	Conservateur du patrimoine - musée	5 000 €
B1	Rédacteur – secrétaire de mairie – service urbanisme, personnel, divers	2 000 €
C1	Adjoint administratif : accueil, agence postale, gestion de la cantine, aides ménagères, comptabilité, paie, budget et marchés publics	1 200 €
C2	ATSEM, adjoints d'animation, adjoints techniques, adjoint du patrimoine	1 200 €

#### ***Périodicité du versement du CIA :***

Le CIA est versé annuellement.

#### ***Modalités de versement :***

Le montant du complément indemnitaire est proratisé en fonction du temps de travail.

#### ***Les absences :***

La loi 2019-828 du 6 août 2019 prévoit que le régime indemnitaire est maintenu pendant les congés de maternité, d'adoption, de paternité et d'accueil de l'enfant. Cependant, le CIA faisant l'objet d'un seul versement annuel, les absences liées à une indisponibilité physique (congé maladie, CLM, CLD) ne seront pas prises en compte

#### ***Exclusivité :***

Le complément indemnitaire est exclusif de toutes autres indemnités liées à la manière de servir.

#### ***Attribution :***

L'attribution individuelle sera décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté.

#### **Après avoir délibéré, le Conseil décide :**

- d'instaurer le R.I.F.S.E.E.P. à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2020,
- de mettre en place l'IFSE et le CIA dans les conditions indiquées ci-dessus,

- **de maintenir** à titre individuel, aux fonctionnaires dont le régime indemnitaire se trouverait diminué du fait de la mise en place du RIFSEEP, Le montant antérieur plus élevé de leur régime indemnitaire en application de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984.
- **que les primes et indemnités seront revalorisées** automatiquement dans les limites fixées par les textes de référence.
- **que les crédits correspondants seront calculés** dans les limites fixées par les textes de référence et inscrits chaque année au budget.

#### Accord à l'unanimité.

##### 48\_20 - ONF : Vente bois façonnés

Conseillers présents	Suffrages exprimés avec pouvoir	Pour	Contre	Abstention	Non participant
10	10+1	11	0	0	0

Le Conseiller Délégué donne lecture d'une demande de l'ONF concernant la vente de bois façonnés pour les parcelles 119 P et 120P de la forêt communale pour un volume estimatif de 565 m3.

La Commune aura à régler les frais d'exploitation (abattage, façonnage, débardage) au prestataire. Un devis intégrant le coût de l'exploitation et la rémunération de l'ONF pour le suivi des opérations sera présenté à la Mairie.

#### Après délibération, le Conseil Municipal,

- **ACCEPTE** la proposition de l'Office National des Forêts de façonner les parcelles 119P et 120P de la forêt communale pour un volume estimatif de 565 m3,
- **RETIENT** l'ONF en tant qu'Assistant Technique à Donneur d'Ordre (ATDO),
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette opération,
- **AUTORISE** l'ONF à prélever 1 % du montant de la vente des produits commercialisés dans le cadre d'un contrat d'approvisionnement pour frais de gestion.

#### Accord à l'unanimité.

##### 49\_20 - Demande subvention Protection Civile de l'Aube

Conseillers présents	Suffrages exprimés avec pouvoir	Pour	Contre	Abstention	Non participant
10	10+1	11	0	0	0

Monsieur le Maire donne lecture du courriel de la Protection Civile de l'Aube demandant une subvention dans le cadre de leurs actions.



### Après délibération, le Conseil Municipal

- **Accorde** une subvention de 50 € à la Protection Civile de l'Aube pour l'année 2020.

**Accord à l'unanimité.**

<b>50_20 - Demande subvention pompiers GSCF</b>
---

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
10	10+1	11	0	0	0

Monsieur le Maire donne lecture du courriel des sapeurs pompiers humanitaires du GSCF demandant une subvention dans le cadre de leurs actions liées aux événements intervenus au Liban.

### Après délibération, le Conseil Municipal

- **Refuse** d'accorder une subvention aux sapeurs pompiers du GSCF pour leurs actions au Liban.

**Accord à l'unanimité.**

<b>Questions diverses</b>
---------------------------

Le Maire informe l'assemblée qu'il a demandé au directeur de la maison de retraite de revenir aux mesures de précautions appliquées durant le confinement.

Le Maire donne lecture du courrier de la Direction Départementale des Finances Publique portant désignation des membres de la Commission des Impôts sélectionnés parmi les noms proposés par le Conseil Municipal.

Le troisième adjoint Georges ROYER fait un point sur le fleurissement : la commission d'animation du village s'est réunie en juillet et a retenu 46 maisons fleuries qui seront récompensées par un bon d'achat. Des membres de la commission ont émis le souhait d'utiliser la serre de la mairie afin d'y faire des plantations pour aider la population à fleurir les maisons, sans que cela soit à la charge des agents communaux.

Concernant les places goudronnées, serait-il possible d'y installer des jardinières afin d'y planter des jachères fleuries ? M. DESMIER indique qu'il est prévu des travaux de revêtements et propose que la commission se réunisse à nouveau, avec la commission des travaux, afin de faire des propositions chiffrées.

Le concours départemental des maisons fleuries est maintenu, chaque habitant peut faire la démarche de s'y inscrire. Une information à la population sera faite prochainement par affichage et message aux internautes inscrits.

M. ROYER indique qu'un habitant demande à faire partie de la commission d'animation du village. Le Maire n'y voit pas d'objection.

Le Maire fait un point sur le dossier du canal. Des réunions ont eu lieu avec le SDDEA et la famille Vuillaume pour relancer le projet. Une réunion regroupant les participants au dossier initial resté en souffrance depuis juin 2017 sera organisée début septembre.

M. WOTAWA fait un point sur le Musée de la Résistance. La dalle est coulée et les travaux vont reprendre à plein régime au 1<sup>er</sup> septembre. La prochaine étape est l'installation de la charpente métallique. Si le calendrier prévu se maintient, les travaux de construction devraient se terminer au premier trimestre 2021, et l'achèvement total est prévu pour fin 2021.

M. WOTAWA informe l'assemblée que la fontaine Saint Hubert a subi des dégradations suite à la chute d'un tilleul. Les chasseurs ayant proposé de remettre en état ladite fontaine, il faut auparavant faire évacuer l'arbre par une entreprise spécialisée. M. WOTAWA présente un devis raisonnable de la société REAUT.

M. Mattéo CORNAGGIA propose, dans le cadre du label Petites Cités de Caractère, de travailler sur l'accueil éventuel d'artistes en résidence dans la commune, qui pourraient, en échange d'un atelier et d'un logement temporaires, participer à l'animation du village. Le Maire indique que cela se fait actuellement, notamment pour le couple d'intervenants sur la Combe au Loup, qui sont logés à Essoyes et qui vont intervenir dans les écoles. M. WOTAWA ajoute que l'année prochaine la commission d'attribution du label Petites Cités de Caractère se réunira afin de décider si ce label est maintenu pour Mussy. Il faut donc élargir les perspectives et les prospectives. Si les travaux d'envergures tels que le Musée, la Collégiale et la Tour du Boulevard seront quasiment achevés, il faudrait réhabiliter les ruelles de la commune. Pour cela il serait utile de réunir les commissions d'animation du village et des travaux pour susciter l'adhésion des habitants.

Question : Serait-il possible d'installer plus de poubelles dans le village ?

Réponse : à étudier, mais ne pas perdre de vue que cela nécessite de l'entretien.

Question : au niveau communication, pourquoi ne pas installer un panneau d'information électronique ?

Réponse : un panneau d'affichage est déjà en place. M. DESMIER précise que c'est aux commissions de faire ce type de proposition, argumentée et chiffrée.

Question : à la demande d'un riverain, des travaux seraient nécessaires route des Riceys.

Réponse : Des devis ont été demandés.

Le Maire rappelle à tous que le Covid 19 est toujours actif et qu'il est indispensable d'appliquer les gestes barrières.

Plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 20h05 .

**Fait à MUSSY SUR SEINE, les jours, mois et an susdits**

Le maire,